

politiques – P.C.F. et P.S. – ayant disparu) comme discours unique. Aussi on ne saurait que vous conseiller, amis syndiqués, pour suivre vos illustres pairs oubliés de l'histoire, et comme le disait le grand comique méconnu Asselineau: « Ne suivez pas vos directions, suivez votre intuition ! ».

BULLETIN CONTRE L'AMNÉSIE COLLECTIVE  
À L'USAGE DU GRAND NOUS

Histoires de la Confédération Générale du Travail  
ou « Cégétistes, changez de têtes ! »

*Avant, dans un avant lointain, un certain nombre de conditions historiques liées à l'avènement de la seconde révolution industrielle avaient précipité la diffusion de courants de pensée socialistes-révolutionnaires, marxistes et anarchistes, qu'on appliquait au sujet alors privilégié de « la classe ouvrière », dont il n'était ailleurs pas fait grand cas. S'accordant sur l'incompatibilité fondamentale du capitalisme avec le projet d'une société de femmes et d'hommes libres – de type communiste ou fédérative –, et donc sur la nécessité d'une révolution, ces cadres d'analyse encouragèrent la formation de diverses expériences concrètes dont est issu le syndicalisme originel. En première instance centré sur la réalisation immédiate de structures de solidarités locales, communautaires, ou encore dites mutualistes, le syndicalisme français naissant s'intéresse à préfigurer déjà un monde d'après la révolution. Principes fondamentaux d'auto-organisation et d'autonomie auxquels viendront irrémédiablement s'ajouter une vision programmatique intégrant un éventail de stratégies garantant d'une rupture absolue avec le capitalisme : pratique de l'action directe et notamment de la grève expropriatrice et insurrectionnelle, et rejet de toute affiliation aux partis politiques (de facto électoralistes). Ainsi se formait depuis les années 1880 et jusqu'en 1914 ce qu'on appela le syndicalisme révolutionnaire.*

Flash-forward : 2017.

La Confédération Générale du Travail est un syndicat à la stratégie réformiste, acquise par une prise de pouvoir et une récupération parfaitement datée (de 1914) sur sa courte

tradition révolutionnaire. Tradition qu'elle n'a eu de cesse depuis de liquider, sauf pour la mobiliser parcimonieusement et dans un but promotionnel à l'occasion d'un anniversaire ou d'un autre. Son objectif à plus haut niveau est de favoriser une gestion, et un étouffement les plus rapides possible, main dans la main avec toutes sortes de gouvernements qu'un siècle de trahison aura vu défilier, des mouvements d'agitation sociale.

Le fond de commerce d'une direction centrale de la C.G.T. est de canaliser les manifestations d'affects révolutionnaires spontanés, non pas simplement de ses militants mais de l'ensemble de la population protestataire. Ceci pour les requalifier et les circonscrire comme « revendications » limitées (économiques bien entendues, corporatistes bien souvent, et défensives de plus en plus), offrant aux services de l'État et au système en place leur assimilation, et donc en dernière instance la perpétuation de ces derniers.

En échange, la C.G.T. conserve la qualité d'interlocuteur principal de l'État dans la gestion des sorties de crise des troubles sociaux, ainsi que le blanc-seing pour s'arroger telle ou telle dite « avancée sociale » lui permettant de continuer son œuvre d'auto-promotion, de gagner par là en adhérents, et donc indéfiniment d'appuyer la légitimité de sa fonction politique.

Il n'y a pas véritablement lieu d'en débattre, mais simplement et pour tenter de modestement s'équiper – lorsque l'on s'adresse à qui croit fièrement représenter la ligne politique fixée par la direction centrale de la C.G.T. –, face aux arguments démagogiques, réécritures historiques et autres sophismes fondés par le simple fait d'être professés sur un ton paternaliste, de rappeler à titre d'exemples un certain nombre de faits avérés (et pour ne retenir que les plus spectaculaires) que chacun pourra aller vérifier dans tout honnête bouquin d'histoire :

1.

En août 1914 la direction centrale de la C.G.T., incarnée en la personne de Léon Jouhaux, décide de s'asseoir sur trente ans de tradition antimilitariste, pourtant solidement ancrée chez les militants socialistes révolutionnaires ou anarchistes à la base de la création du syndicat, qui avaient sans peine saisis que la mobilisation suicidaire de la population contre elle-même et à fin de défendre l'institution de l'État était assez peu dans son intérêt. Pourtant, Léon Jouhaux rallie la C.G.T. à l'Union Sacrée, et engage tous ses adhérents à contribuer à l'effort de guerre en allant se faire dézinguer au front, mais sans commencer par lui-même. C'est que, contrairement aux déclarations personnelles grandiloquentes faites sur la tombe de Jaurès (qu'il

Ces quatre fragments d'histoire offrent à certains endroits un étonnant reflet aux prises de positions tout à fait récentes de l'appareil dirigeant de la Confédération Générale du Travail, notamment dans les mouvements sociaux de nos dernières années ; prises de positions, communications et mots d'ordre qui sont peut-être beaucoup moins prosaïques qu'on ne le croit. Ainsi le découpage terminologique utilisé pour fragmenter (au moins dans leurs représentations) les groupes en lutte. Comment ne pas sentir par exemple la correspondance immédiate entre l'accusation hier de « provocateur » et aujourd'hui de « casseur », qui d'ailleurs semble susceptible de pouvoir se retourner, aussi, contre le cœur même de la C.G.T. – ses militants ? Ainsi également la stratégie d'enfermement des luttes à leurs intérêts sectoriels, voire même encore plus petits, d'entreprise. Cette orientation semble avoir joué dans ces récits l'indicateur d'une volonté pure et simple des directions syndicales d'endiguer la propagation d'un mouvement de contestation, et par là toute perspective de changement politique sérieux. Comment ne pas être tenté, à suivre les propositions programmatiques de la direction cégétiste actuelle, de voir la même banane se présenter à nous ?

En dernier ressort, le travail du bureau central de la C.G.T. semble bien être, par la mobilisation d'une autorité fantasmagique qu'elle a l'hypocrisie de fonder sur plus d'un siècle de collaboration avec les instances du pouvoir, de tourner ses militants *contre eux-mêmes*. Ceci en cherchant à anéantir par tous les moyens la réactivation d'une certaine histoire d'un syndicalisme révolutionnaire qui lui est visiblement traumatique. Histoire et histoires que l'on peut aller chercher non pas simplement du côté de ce qui se pensait et se faisait avant 1914, mais encore dans tout ces événements qui – sur un mode mineur au grand récit des forfaitures et des récupérations - lui ont depuis fait écho. Par exemple la formation d'instances de lutte commune, et quoi qu'en dise la version officielle qui ne pouvait que décider de les traiter avec une dérision mensongère, entre ouvriers, étudiants, paysans, au mois de mai 1968. Une certaine continuité souterraine avec les prémisses d'un syndicalisme sincèrement oppositionnel, anti-capitaliste, et se donnant les moyens d'une réalisation pratique de ces fondamentaux, et même si elle ne trouve à s'exprimer que très minoritairement, pourrait peut-être alors être retracée jusqu'à aujourd'hui. Ce qui suppose, dans tous les cas, une rupture décisive avec les cadres syndicaux ayant imposé le réformisme maso (qui a force de calculs électoralistes odieux n'existe d'ailleurs même plus, ses traditionnels relais

la distribution future des postes.

Mis bout à bout, les méthodes contre-insurrectionnelles orchestrées par le Général préféré des français et l'ordre de démobilisation obsessionnel relayé par les syndicats auront raison des occupations et des grèves, qui cesseront une semaine avant la tenue des élections fin juin. La droite réactionnaire sortira largement vainqueur, amen.

4.

2013 : Bernard Thibault, secrétaire général de la C.G.T., illustre pour son impressionnant avant-gardisme dans les techniques de capitulation prématurée, lâche l'expression, dans un moment d'extra-lucidité peut-être provoqué par un lointain retour d'acide, de « Confédération Générale de l'Emploi ». C'est qu'effectivement le thème de « travail », auquel pouvait potentiellement s'adosser un certain nombre de critiques scandaleuses – de toute façon abandonnées depuis bien longtemps – et susceptibles de remettre en question le mode d'organisation actuel de la société (n'oublions pas que les hurluberlus du début de siècle entendaient carrément remettre en question le salariat comme rapport social), faisait un peu tâche dans la novlangue managériale désormais de mise à la C.G.T.. Les années 80, années Tonton Mitterrand, avaient produit toute une génération de progressistes-réformistes dépressifs, forcés de constater qu'une « économie de gauche » ça n'existait pas (mais qu'entendaient-ils donc par là ?!), et que l'étrange formule « gouvernement socialiste » n'avait en pratique – et contrairement à leurs folles attentes – pas de possibilité de résoudre sa contradiction sémantique interne. L'Union de Gauche marchait à plein tube avec les restructurations de l'économie et la C.G.T. à la ramasse, voyant s'effondrer en chouinant sur l'épaule du P.C.F. (lui-même à l'agonie) la structure d'une société industrielle sur laquelle elle avait fait son beurre, avait décidé dans un sursaut vital de se faire maintenant et plus clairement encore le chevalier du sacro-saint Emploi. Une notion pratique, plus moderne, n'offrant enfin aucune ambiguïté sur la volonté sincère de contribuer, si ce n'est à la progression, au moins au maintien mortifère, du projet rayonnant d'une économie capitaliste. Comme en 1914 avec l'ordre de mobilisation de Jouhaux, la C.G.T. pouvait mettre directement à disposition de ses adhérents les moyens de leur plus simple aliénation et dire : « Camarades, voici comment vous faire plumer ! ».

On pourra lire dans n'importe lequel des comptes-rendus d'un congrès national de la C.G.T. à partir de cette date des décisions du genre de : « La France a besoin d'une ambitieuse politique de l'emploi. Un emploi conçu comme une véritable source d'efficacité économique et sociale. » M. Macron lui-même n'aurait certainement pas renié cette citation.

devait certainement penser laisser à la postérité), la tête dirigeante de la Confédération trouvera à se faire d'emblée démobiliser pour tenir son rôle de – tenons-nous bien – « garant de la paix sociale » (sic). Non content de l'obscénité de sa manœuvre, et ayant visiblement réussi à supporter pendant les quatre ans de guerre l'épreuve de se regarder dans la glace tous les matins, Jouhaux obtiendra en 1925 par l'État français une de ces médailles pour services rendus dont les directions centrales cégétistes feront plus tard la collection, pour l'occasion baptisée « Conseil national économique » (et qui deviendra plus tard, en 1958, le « Conseil économique, social et environnemental »).

2.

En 1934 le Parti Communiste, ayant prématurément renoncé à se prononcer sur l'idée de révolution, non sans abandonner ses analyses et sa ligne d'action en termes de lutte des classes, refuse d'affronter la responsabilité de son impuissance face à la montée des fascismes en Europe et préfère offrir au S.F.I.O. (socialiste réformiste) – qu'il fustigeait en apparence la veille – un pacte électoral sur fond de « démocratie contre le fascisme ». C'est que Joseph Grosse Moustache, du haut de son kremlin, et légitimement flippé de l'avancée d'Hitler, avait ordonné à ses seconds couteaux français de se bouger les miches en direction des instances de gouvernement du pays afin de les convaincre de passer alliance avec l'U.R.S.S.. Le Parti Communiste – dans un tour de passe-passe rhétorique calculé selon la méthode bien connue du « plus c'est gros, plus ça passe » – devient Parti Communiste Français, se repaie une façade à coup de peinture tricolore et de bonnets phrygiens, troque prolétariat contre peuple, république pour révolution et, visiblement prêt à exhiber son opportunisme jusqu'au bout, propose d'étendre l'entente parlementaire au Parti Radical (pour le coup ouvertement bourgeois), qui était pourtant en train de gentiment crever. Ainsi naît l'une des plus grosses tartes à la crème de l'histoire moderne hexagonale, j'ai nommé, le Front Populaire.

Le monde ouvrier, assez peu dupe sur le caractère réactionnaire de cette combine, éclate dès l'été 1935 en grèves éparses. La C.G.T., soucieuse de rappeler à chacun son placement fraîchement acquis dans la mécanique du pouvoir, marche alors de concert avec le P.C.F. pour endiguer tout mouvement, appelant chacun au désormais tristement célèbre poncif de « responsabilité », et se félicitant à demi-franchement de la répression féroce rapidement mise en place. L'occasion d'entendre quelques citations mémorables du type de « Nous attachons un trop grand prix à notre collaboration [avec le Parti Radical] pour ne pas nous dresser contre les provocateurs » (Duclos pour le P.C.F.).

Le journal l'Humanité aura beau crier « Victoire » au lendemain de l'élection du Front Populaire début mai 1936, une vague de grèves et d'occupations d'usines sans précédent, et contre les prévisions et l'avis des directions du P.C.F.-S.F.I.O.-C.G.T réunis, déferle spectaculairement sur le pays. Bien emmerdées par l'indécrottable obscurantisme de leur base, qui ne semble pas vouloir abandonner si vite les thématiques révolutionnaires récemment rayées du programme officiel, les grosse têtes de l'appareil stalinien s'époumonent sans effet par des appels au calme ou des déclarations cherchant à minimiser (par la sectorisation par exemple) la réalité du foutoir. La solution salvatrice leur viendra d'une proposition d'accord qu'ils tendront à leurs nouveaux potos du gouvernement : une série d'avancées sociales (qu'ils seront prêts à remettre en question dès 1940 et cette fois sous prétexte de réarmement de l'Allemagne) contre quoi les directions syndicales s'engagent à stopper le mouvement de grève en appelant à la reprise immédiate du travail. Ce qu'ils s'empresseront de faire, non sans éliminer méthodiquement au passage, et aidés par les services de l'État reconnaissants, les éléments internes désormais qualifiés de « gauchistes ». Les accords de Matignon, en fait de victoire des Français courageux, rassemblés en unité populaire contre les sombres capitalistes, telles qu'on nous les présente à l'école dans un récit digne d'un épisode des Bisounours, surprendront presque Léon Blum par leur correspondance avec les revendications du patronat lui-même : « Mais je dois dire la vérité [...] nous réglions ensemble avec la C.G.T. une conversation déjà acquise du côté patronal ». C'est Papi Blum qui saura à nouveau trouver les mots pour résumer au mieux cette période fascinante de 1934-1937 : « Donnons au pays *l'impression* du changement qu'il veut ».

### 3.

Fin mai 1968, alors que deux tiers des salariés sont en grève et que les étudiants occupent les universités, le gouvernement de De Gaulle commence à sérieusement baliser de ne plus trouver interlocuteur à qui s'adresser pour régler les troubles préoccupants dont il devra bien reconnaître qu'ils mettent « la République en danger ». La direction de la C.G.T., alors incarnée par l'inénarrable Georges Séguy, charbonne pourtant de tout son souïl, et bénévolement, pour empêcher la rencontre – et encore plus l'unification – des mondes en lutte étudiantins et ouvriers. Insultant la jeunesse de l'université sous les expressions maintenant consacrées de « provocateurs » et de « gauchistes », les ronds-de-cuir du P.C.F. et de la C.G.T., ne voyant que trop bien la possibilité que leur business leur échappe, empêchent – notamment par la diffusion de mots d'ordre on ne peut plus explicites –

la réalisation de tout événement commun entre ces derniers et les salariés, dans la rue comme dans les usines. Embarrassée de cette grève générale qu'elle n'a une fois de plus ni souhaitée ni calculée, la Confédération espère sauver les meubles en enfermant les occupations de lieux de travail sur elles-mêmes, non seulement par l'entrave à toute intrusion de l'extérieur, mais encore en orientant la protestation vers des revendications strictement bornées à l'entreprise. Ah, si, la porte de l'usine doit tout de même rester ouverte deux fois par jour : pour laisser entrer et repartir le patron. Car un patron, ça ne se séquestre pas.

Ce travail étant limité, Séguy décide de se rendre à la table de De Gaulle pour lui filer un peu plus la patte. Réunis au ministère du Travail rue de Grenelle (on s'en rappellera) avec les organisations patronales, ils tentent de façonner ensemble cette foutue nouvelle carotte qui devrait leur permettre de rétablir la situation de calme normale. Le protocole d'accord de ce meeting au sommet est d'ailleurs un élément de définition particulièrement éclairant de la fonction d'une direction syndicale : « Le gouvernement est convaincu qu'un encadrement de la classe ouvrière par les syndicats possédant une formation et une influence nécessaire est utile à la bonne marche d'une entreprise ». Cqfd. Deux jours plus tard, tout fier de son nouveau caca, même s'il n'a pas la forme exactement parfaite que lui aurait donné l'accord sur une échelle mobile des salaires (encore raté...), Séguy fanfaronne que « La reprise du travail ne saurait tarder ! ». Se rendant à Billancourt pour présenter son œuvre aux ouvriers en grève, le bougre est accueilli sous les huées et foutu dehors. Le lendemain, le bruit commence à courir que la C.G.T. ne tiendrait peut être plus le contrôle des travailleurs.

Répudiée comme à maintes reprises par le passé par ses militants de base, le sinistre comité central cégétiste n'a plus qu'à se tourner, avec les autres forces déclinantes de la réaction, vers cette dernière carte qui leur avait si souvent sauvé la mise : le non-événement électoral. La C.G.T. et le P.C.F. soutiennent, dans le sillage du gouvernement gaulliste, la tenue d'élections législatives anticipées, dans lesquelles ils se rêvent déjà – ayant abandonné depuis longtemps toute référence à l'idée d'un processus révolutionnaire, justifiant par là leurs communications depuis le début et systématiquement défaitistes sur le mouvement de mai – partie prenante d'un « changement démocratique du pays ». Croyant voir se rapprocher la porte du pouvoir, les centrales mettent tous leurs efforts pour déplacer l'attention, jusque là portée sur l'affrontement, vers le mot d'ordre d'un « gouvernement populaire », non sans s'empêtrer en sous-main dans les tractations habituelles entre appareils politiques s'estimant par avance gagnants de